

Hôpitaux : vers la suppression de 22000 postes !

Dans un vaste plan d'économies de 3 milliards appliqué aux hôpitaux d'ici 2017, le Ministère de la Santé veut économiser l'équivalent de 22000 postes grâce à la « maîtrise des effectifs et de la masse salariale des hôpitaux ».

Un communiqué du 11 février 2015 de la fédération FO dénonçait ce plan d'économies de 3 milliards appliqué aux hôpitaux et aux personnels (Il a été présenté par la Ministre de la Santé aux responsables hospitaliers et médicaux de la FHF le 4 février dernier).

Un article publié le 27 février 2015 sur le site internet du mensuel « Challenges », précise la répartition des économies notamment sur les personnels : « *Quelque 860 millions d'€ proviennent de la « maîtrise de la masse salariale », soit l'équivalent de 22.000 postes.* ». C'est 2% des effectifs de la fonction publique hospitalière.

Les 3 milliards d'euros d'économies imposés aux hôpitaux font partie du plan de 10 milliards d'économies pour l'assurance maladie sur la même période.

Rappelons, que ces objectifs de baisse des dépenses publiques (54 milliards au total) sont programmés par le pacte de responsabilité.

Outre ce qui est appelé pudiquement par ce plan « *la maîtrise des effectifs et de la masse salariale des hôpitaux* », les économies imposées s'articulent autour des axes suivants :

- le virage ambulatoire (qui aura un impact important sur les capacités hospitalières et les effectifs) : 1 milliard d'économies,
- la poursuite des actions engagées pour l'optimisation de la dépense hospitalière, dont l'obligation pour tous les hôpitaux d'adhérer à un groupement hospitalier de territoire (GHT) : 450 millions d'économies,
- la poursuite des efforts sur la maîtrise des prix des médicaments et l'adoption des génériques et l'amélioration de la pertinence et le bon usage des soins.

FO exige l'abandon du plan d'économies de 3 milliards d'euros

Pour FO, ces mesures constituent une attaque considérable dirigée contre les hôpitaux et ses personnels qui subissent déjà les effets dévastateurs des plans de retour à l'équilibre notamment sur les conditions de travail et d'exercice professionnel.

Aussi, FO réclame l'abandon du plan d'économies de 3 milliards, le maintien de tous les postes, ainsi que l'abandon du projet de loi de santé.

Dans la même logique, FO revendique le retrait du pacte de responsabilité et du plan de réduction des dépenses publiques, revendication centrale de la grève interprofessionnelle du 9 avril prochain.